

Unité inter-départementale des Hautes-Pyrénées et du Gers
Cité administrative
BP1708
65017 Tarbes

Tarbes, le 04/10/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 23/07/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

SARL BAGNERES MATERIAUX

La gaillete
65200 Bagnères-De-Bigorre

Références : 2024_0442_DP
Code AIOT : 0006801120

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 23/07/2024 dans l'établissement SARL BAGNERES MATERIAUX implanté LA GAILLESTE 65200 BAGNERES-DE-BIGORRE. L'inspection a été annoncée le 10/04/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SARL BAGNERES MATERIAUX
- LA GAILLESTE 65200 BAGNERES-DE-BIGORRE
- Code AIOT : 0006801120
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La carrière Bagnères Matériaux située sur le territoire de la commune de Bagnères-de-Bigorre est

une carrière de calcaire, autorisée par arrêté préfectoral n°65-2016-02-24-003 du 24/02/2016 pour une durée de 30 ans.

La superficie totale est de 25 ha 18 a 21 ca. La production maximale autorisée est de 550 000 t/an pour une moyenne à 150 000 t/an. L'abatage est réalisé à l'explosif.

Thèmes de l'inspection :

- Air
- AN24 Sécheresse
- AN24 Sobriété hydrique
- Bruits et vibrations
- Eaux souterraines
- Équipement sous pression

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Prélèvements d'eau	Arrêté Préfectoral du 24/02/2016, article 33.3.2	Demande de justificatif à l'exploitant	6 mois
2	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 17	Demande de justificatif à l'exploitant	6 mois
3	Contrôle des niveaux sonores	Arrêté Préfectoral du 24/02/2016, article 33.8.5	Demande de justificatif à l'exploitant	6 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
4	Phasage de l'exploitation	Arrêté Préfectoral du 24/02/2016, article Annexe2	Sans objet
5	Modifications	Arrêté Préfectoral du 24/02/2016, article 5	Sans objet
6	Poussières	Arrêté Préfectoral du 24/02/2016, article 33.4.4	Sans objet
7	Prélèvements d'eau	Arrêté Préfectoral du 24/02/2016, article 33.3.1	Sans objet
8	Qualité des rejets aqueux	AP de Mise en Demeure du 03/12/2020, article 1-4	Sans objet
9	Registres et plans	Arrêté Préfectoral du 24/02/2016, article 31	Sans objet
10	Dimensionnement systèmes de gestion des eaux	Arrêté Préfectoral du 24/02/2016, article 22	Sans objet
11	Ravitaillement	Arrêté Préfectoral du 24/02/2016, article 33.1.1	Sans objet
12	eaux superficielles du périmètre autorisé	Arrêté Préfectoral du 24/02/2016, article 33.2.2	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
13	Exutoires	Arrêté Préfectoral du 24/02/2016, article 33.2.3	Sans objet
14	Qualité des rejets aqueux	Arrêté Préfectoral du 24/02/2016, article 33.2.4	Sans objet
15	Déchets	Arrêté Préfectoral du 24/02/2016, article 33.6.2	Sans objet
16	Garanties financières	Arrêté Préfectoral du 24/02/2016, article 34	Sans objet
17	Admission	Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 2	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection menée le 23 juillet 2024 a permis de constater la bonne prise en compte des enjeux, ainsi que l'avancement des études et travaux à prendre en considération par l'exploitant. Celui-ci a en effet lancé des études sur les thématiques de la gestion des eaux ainsi que des émissions sonores ; les pistes d'améliorations proposées par ces expertises ont été prises en compte par l'exploitant, qui met en oeuvre des programmes de travaux amélioratifs.

Les points de constats relevés portent sur la transmission d'éléments à l'IIC : situation d'un ancien captage d'eau, transmission des mesures d'émissions sonores après travaux, justificatifs de l'amélioration du dispositif de lutte contre l'incendie.

L'inspection a par ailleurs eu l'occasion de noter l'avancement de l'exploitant sur les projets dont il avait informé le Préfet par porter à connaissance en 2021 et 2022 : modification du phasage d'exploitation, utilisation ponctuelle d'un scalpeur, transit de déchets inertes.

Ces trois modifications ne présentent pas d'enjeu nouveau. L'installation ponctuelle d'un scalpeur, le transit de déchets inertes, n'entraînent aucune modification du classement de l'installation. Ces activités sont déjà encadrées par les dispositions réglementaires de l'AP d'autorisation n°65-2016-02-24-003 du 24 février 2016, ainsi que par les arrêtés ministériels de prescriptions générales applicables.

L'exploitant a déposé par courriel du 2 octobre, un nouveau porter à connaissance qui vient affiner les modifications de phasage et des conditions de cautionnement bancaires sollicitées en 2021, et que l'exploitant avait présenté lors de la visite d'inspection. Ainsi qu'évoqué ci-avant, cette demande ne présente pas d'enjeu nouveau et ne constitue pas de modification substantielle.

Aussi est-il proposé à Monsieur le Préfet des Hautes-Pyrénées de prendre un arrêté préfectoral complémentaire modifiant l'arrêté d'autorisation du 24 février 2016, pour régulariser le retard de phasage, et permettre l'emploi d'un nouvel équipement de criblage ainsi que le transfert d'inertes.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Prélèvements d'eau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/02/2016, article 33.3.2

Thème(s) : Risques chroniques, Prélèvements d'eau
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La quantité d'eau prélevée dans la nappe est limitée aux seuls besoins d'appoint du circuit d'alimentation de la station de lavage. Cette limitation ne s'applique pas au réseau incendie. En tout état de cause, le pompage cumulé est limité à 8m³/h.</p> <p>Les installations de prélèvement d'eau et celles de recyclage sont munies de dispositifs de mesure totaliseur. Ces dispositifs sont relevés mensuellement.</p> <p>Ces résultats doivent être portés sur un registre éventuellement informatisé tenu à la disposition de l'inspecteur des installations classées.</p> <p>Toute modification dans les conditions d'alimentation en eau de l'établissement doit être portée à la connaissance de l'inspection des installations classées, ainsi que les projets concernant la réduction des consommations d'eau pour les principales fabrications ou groupes de fabrication.</p> <p>Les forages sont réalisés avec une margelle bétonnée, conçue de manière à éloigner les eaux de chacune de leur tête. Cette margelle est de 3 m² au minimum autour de chaque tête et 0,30 m de hauteur au-dessus du niveau du terrain naturel. Lorsque la tête de l'ouvrage débouche dans un local ou une chambre de comptage, cette margelle n'est pas obligatoire ; dans ce cas, le plafond du local ou de la chambre de comptage doit dépasser d'au moins 0,5 m le niveau du terrain naturel.</p> <p>La tête des forages s'élève au moins à 0,5 m au-dessus du terrain naturel ou du fond de la chambre de comptage dans lequel elle débouche. Cette hauteur minimale est ramenée à 0,2 m lorsque la tête débouche à l'intérieur d'un local. Elle est en outre cimentée sur 1 m de profondeur compté à partir du niveau du terrain naturel.</p> <p>Un capot de fermeture ou tout autre dispositif approprié de fermeture équivalent est installé sur la tête du forage. Il doit permettre un parfait isolement du forage par rapport aux inondations et aux pollution par les eaux superficielles. En dehors des périodes d'exploitation ou d'intervention, l'accès à l'intérieur du forage est interdit par un dispositif de sécurité.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant déclare ne pas utiliser de prélèvement pour ses eaux de lavage. Les eaux utilisées ne proviennent que de la récupération d'eaux météoriques.</p> <p>Il lui est demandé de porter à connaissance du Préfet, l'état des ouvrages de prélèvement, ou leur éventuel abandon.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 6 mois

N° 2 : Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 17
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie

Prescription contrôlée :

L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment :
- d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ;- de plans des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours avec une description des dangers pour chaque local ;- d'un ou plusieurs appareils de lutte contre l'incendie (prises d'eau, poteaux par exemple) d'un réseau public ou privé implantés de telle sorte que tout point de la limite de l'installation se trouve à moins de 100 mètres d'un appareil permettant de fournir un débit minimal de 60 m³/h pendant une durée d'au moins deux heures et dont les prises de raccordement sont conformes aux normes en vigueur pour permettre au service d'incendie et de secours de s'alimenter sur ces appareils.

A défaut, une réserve d'eau d'au moins 120 m³ destinée à l'extinction est accessible en toutes circonstances et à une distance de l'installation ayant recueilli l'avis des services départementaux d'incendie et de secours. Cette réserve dispose des prises de raccordement conformes aux normes en vigueur pour permettre au service d'incendie et de secours de s'alimenter et fournit un débit de 60 m³/h.

L'exploitant est en mesure de justifier au préfet la disponibilité effective des débits d'eau ainsi que le dimensionnement de l'éventuelle réserve d'eau.

Si les moyens de défense incendie sont moindres, l'exploitant est en mesure de présenter à l'inspection des installations classées, l'accord écrit des services d'incendie et de secours et les justificatifs attestant des moyens de défense incendie immédiatement disponibles demandés par ces mêmes services.

Les moyens de lutte contre l'incendie sont capables de fonctionner efficacement quelle que soit la température de l'installation et notamment en période de gel. L'exploitant s'assure de la vérification périodique et de la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie conformément aux référentiels en vigueur.

Constats :

Lors de l'inspection, l'exploitant a partagé un compte-rendu de visite du SDIS du 31 mai 2022, qui fait état de points d'amélioration à apporter au dispositif de lutte contre l'incendie. Des devis avaient alors été établis en vue de mener des actions d'amélioration de cette situation. Ces devis n'ont pas été suivis d'effet.

Par courriel du 25 juillet 2024, l'exploitant s'engage à relancer le projet d'amélioration du dispositif anti-incendie.

Aussi lui est-il demandé de fournir à l'inspection, un bon de commande validé, ainsi qu'un avis du SDIS65 conforme, sous 6 mois.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 6 mois

N° 3 : Contrôle des niveaux sonores

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/02/2016, article 33.8.5

Thème(s) : Risques chroniques, Contrôle des niveaux sonores

Prescription contrôlée :

Les travaux afin de réduire l'impact sonore de la carrière doivent être conduits conformément à l'échéancier prévu dans le dossier de demande d'autorisation.

Le service d'inspection des installations classées peut demander que des contrôles ponctuels ou une surveillance périodique de la situation acoustique soient effectués par un organisme ou une personne qualifiée dont le choix est soumis à son approbation. Les frais sont supportés par l'exploitant.

L'exploitant procède à une surveillance annuelle de l'émission sonore en limite de propriété de l'installation classée et dans les zones d'urgences réglementées. Les résultats des mesures sont tenus à la disposition du service d'inspection des installations classées.

Indépendamment de ce qui précède, l'exploitant procède à un contrôle des émissions sonores chaque fois que la configuration de l'exploitation le justifie.

Constats :

L'exploitant a présenté à l'inspection, les derniers rapports de mesurage de ses émissions sonores ainsi qu'un rapport de pré-étude acoustique établi en mai 2024.

Ce rapport fait état de dépassements des émissions sonores au droit des 4 ZER, avec des niveaux d'urgence relevés entre 12 et 21.5 dB.

L'exploitant a présenté également, un bon de commande pour une solution technique visant à renforcer l'encoffrement sonore de son installation.

Il lui est demandé de fournir à l'inspection, le résultat des mesures d'émissions sonores qui seront réalisées à l'issue de cette action d'amélioration.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 6 mois

N° 4 : Phasage de l'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/02/2016, article Annexe2

Thème(s) : Autre, Phasage de l'exploitation

Prescription contrôlée :

L'annexe 2 de l'AP du 24 février 2016 présente l'avancement de l'exploitation par phases quinquennales :

- Phase 1 : T0+5, soit 2016-2021,
- Phase 2 : T0+10, soit 2021-2026,
- Phase 3 : T0+15, soit 2026-2031,
- Phase 4 : T0+20, soit 2031-2036,
- Phase 5 : T0+25, soit 2036-2041,
- Phase 6 : T0+30, soit 2041-2046.

Constats :

Par dépôt d'un porter à connaissance en août 2021, l'exploitant avait demandé à modifier le phasage de son exploitation suite à la rupture d'activité lors de la crise sanitaire COVID, en 2020, puis de la difficile reprise économique dans les mois suivants l'évènement.
L'exploitant déclare que ce contexte a engendré un retard d'exploitation.

Lors de la visite, il a en effet été constaté que l'exploitation arrivait en fin de phase n°1 / préparation de la phase n°2, soit un retard d'exploitation de 3 ans.
Ce retard n'a aucune incidence sur les enjeux identifiés lors de l'autorisation en 2016. Ainsi la demande portée par l'exploitée n'est-elle pas substantielle.

L'exploitant a déposé le 2 octobre 2024, un nouveau porter à connaissance relatif à la modification du phasage, qui vient compléter et affiner le dossier déposé en 2021. Ce document propose un nouveau plan de phasage et inclue les modifications induites sur le calcul des garanties financières de l'installation.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Modifications

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/02/2016, article 5

Thème(s) : Situation administrative, Modifications

Prescription contrôlée :

Toute modification apportée par le demandeur, de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, doit être portée avant sa réalisation à la connaissance du Préfet avec tous les éléments d'appréciation.

Constats :

La visite d'inspection a permis de constater la mise en place d'une installation de transit d'inertes. Cette activité nouvelle, ainsi que l'emploi ponctuel d'un scalpeur mentionnée par l'exploitant, sont conformes à la déclaration de l'exploitant dans le porter à connaissance transmis au Préfet des Hautes-Pyrénées le 2 mai 2022.

Ces activités nouvelles sont déjà encadrées par des prescriptions portées par l'arrêté initial d'autorisation du 24 février 2016. Les seuils déclarés par l'exploitant, et constatés lors de la visite d'inspection, correspondent aux seuils du régime déclaratif et n'entraînent pas de modification du classement des installations de broyage et de transit.

Aussi ces modifications sont-elles considérées comme non substantielles, et feront l'objet d'une mise à jour portée par arrêté préfectoral complémentaire annexé au présent rapport.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Poussières

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/02/2016, article 33.4.4

Thème(s) : Risques chroniques, Poussières

<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant adresse tous les ans, à l'inspection des installations classées, un bilan des résultats de mesures de retombées de poussières, avec ses commentaires qui tiennent notamment compte des conditions météorologiques, des évolutions significatives des valeurs mesurées et des niveaux de production. La fréquence des mesures de retombées de poussières est au minimum annuelle.</p> <p>Le seuil de niveau de pollution de l'air doit être inférieur à 350 mg/m²/jour.</p> <p>La vitesse et la direction du vent sont mesurées et enregistrées en continu sur l'installation classée ou dans son environnement proche. A défaut, et dès lors qu'elles sont représentatives de la zone, les données de la station météorologique la plus proche sont récupérées et tenues à la disposition de l'inspection des installations classées.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a présenté ses mesures d'émissions de poussière, réalisées pour le 1er trimestre 2024. Les valeurs relevées sur les jauges de type "B" sont conformes.</p> <p>Ce rapport fait état de dépassements sur les points de mesure numéros 1 et 2. Ces jauges sont de type "C", aussi les valeurs d'émissions de poussières mesurées ne sont-elles pas soumises à un seuil d'émission par l'article 19 de l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994.</p> <p>Il est demandé à l'exploitant de réviser son plan de surveillance des émissions de poussières dans les conditions prévues par l'article 19 de l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994. A défaut de demande de modification portée par l'exploitant, les dispositions de l'article 33.4.4 de l'arrêté préfectoral du 24 février 2016 restent applicables.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 7 : Prélèvements d'eau

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/02/2016, article 33.3.1</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Prélèvements d'eau</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation des installations pour limiter la consommation d'eau.</p> <p>Les eaux de traitement des matériaux sont intégralement recyclées.</p> <p>L'exploitant procède annuellement à une mesure du taux de recyclage de ces eaux</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a indiqué que 100% des eaux utilisées pour le lavage des matériaux provenaient d'eaux météoriques. Après lavage des matériaux, les eaux sont récupérées et remises en circuit.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 8 : Qualité des rejets aqueux

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 03/12/2020, article 1-4
Thème(s) : Risques chroniques, Qualité des rejets aqueux
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La société BAGNERES MATÉRIAUX SARL exploitant une carrière sur la commune de BAGNÈRES-DE-BIGORRE est mise en demeure, sous un délai de 1 mois à compter de la notification du présent arrêté, de :</p> <p>établir et transmettre le rapport d'incident relatif au déversement de rejets aqueux chargés en matières en suspension survenu en avril 2019 en application des dispositions de l'article 10 de l'arrêté préfectoral du 24/02/2016 susvisé ;</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors des échanges, l'exploitant a présenté les résultats de l'étude hydraulique de gestion des eaux pluviales et de ruissellement qu'il a fait mener sur son installation par la société ERG Environnement.</p> <p>Cette étude propose des solutions de gestion des eaux, adoptées par l'exploitant, qui déclare prendre en compte les solutions correctrices apportées par l'étude.</p> <p>Ainsi a-t-il été constaté lors de l'inspection, que les premières actions menées : curage des bassins amont localisés en partie haute de l'installation, entretien des fossés, avaient déjà contribué à l'amélioration de la gestion des eaux.</p> <p>L'exploitant s'engage à poursuivre sa démarche d'amélioration par la mise en œuvre des préconisations établies par ERG Environnement. L'inspection note la démarche volontaire de l'exploitant.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Registres et plans

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/02/2016, article 31
Thème(s) : Situation administrative, Plans
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant établit et met à jour au moins une fois par an un plan à l'échelle 1/1000^{ème} ou à une échelle plus grande, sur lequel figurent :</p> <ul style="list-style-type: none"> • les limites de la présente autorisation ainsi qu'une bande de 50 mètres au-delà de celles-ci, • les parcelles cadastrales, • les bords des fouilles et les dates des relevés correspondants successifs, • les cotes NGF des différents points significatifs, • les zones remises en état avec une symbolisation spécifique pour chaque type de terrain réaménagé et les pentes des talutages définitifs exécutés, • la position des ouvrages à préserver tels qu'ils figurent à l'article 30 ci-dessus, • les limites de la phase en cours, • les zones de stockage des terres et stériles de découverte (avant leur utilisation pour la remise en état du site), • le pourcentage des pentes des pistes principales.
Constats :

Lors de la visite, l'exploitant a présenté ses plans mis à jour ainsi que ses registres dématérialisés. L'inspection n'a pas relevé de manquement à cette prescription.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Dimensionnement systèmes de gestion des eaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/02/2016, article 22
Thème(s) : Risques chroniques, Dimensionnement systèmes de gestion des eaux
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les systèmes de traitement des eaux de ruissellements en partie haute du site devront être mis en place avant toute ouverture des fronts supérieurs et en particulier :</p> <ul style="list-style-type: none"> • un bassin de décantation d'un volume minimal de 460 m3 équipé d'une cloison siphonide installé au démarrage de la piste sommitale, • un bassin de décantation de 390 m3 équipé d'une cloison siphonide au niveau de l'installation de traitement primaire. <p>Un piège à cailloux ou tout autre dispositif permettant de garantir l'absence de chute de bloc hors périmètre doit être mis en place avant l'ouverture du premier front en partie haute. L'exploitant doit être en mesure de justifier son emplacement et son dimensionnement.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a indiqué avoir fait réaliser un dimensionnement précis des ouvrages de gestion des eaux. Il est en attente des rapports émis par son bureau d'étude, et d'un AVP pour programmer des travaux d'amélioration de son dispositif.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 11 : Ravitaillement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/02/2016, article 33.1.1
Thème(s) : Risques accidentels, ravitaillement
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'entretien des engins de chantier est interdit sur les zones d'exploitation (fronts, carreaux, pistes).</p> <p>Le ravitaillement des engins de chantier est réalisé sur une aire étanche entourée par un caniveau et reliée à un point bas étanche permettant la récupération totale des eaux ou des liquides résiduels.</p> <p>Par dérogation à l'alinéa précédent, le ravitaillement des engins à progression lente est effectué en bord à bord sur une aire étanche mobile. Pour ces opérations, l'exploitant doit disposer à proximité immédiate de produits absorbants en quantité suffisante. Une procédure écrite fixe les modalités d'exécution de ces opérations.</p> <p>Les vidanges des engins de chantier et des véhicules ne sont pas effectuées sur les zones d'exploitation (fronts, carreaux, pistes), mais uniquement au niveau de l'aire étanche ou dans des</p>

<p>lieux extérieurs au périmètre autorisé (garages, ateliers spécialisés, etc.) disposant des installations adaptées et autorisées à cet effet.</p> <p>En cas de panne d'un véhicule ou engin de chantier, celui-ci est acheminé hors de la zone d'exploitation dans les lieux adaptés précités. Si pour des raisons de sécurité et/ou techniques son acheminement n'est pas possible et qu'il s'avère nécessaire de recourir à un dépannage in situ, toutes les dispositions sont prises, tant en attente de ce dépannage qu'au cours de celui-ci, pour éviter la fuite et la dispersion de produits polluants. Le dépannage doit être effectué dans les meilleurs délais compatibles avec la sécurité des personnes intervenant sur le site.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'inspection n'a pas relevé de manquement à cette prescription.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 12 : eaux superficielles du périmètre autorisé

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/02/2016, article 33.2.2</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, eaux superficielles</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>De manière générale, les eaux pluviales qui sont susceptibles de ruisseler hors du site, sont drainées par des fossés et acheminées vers des dispositifs de décantation (noues, bassins, ...) permettant de respecter les critères de qualité avant rejet tels que définis ci-dessous. La circulation des engins ne pollue pas les eaux de ces fossés.</p> <p>Le système de gestion et de traitement des eaux est conforme au schéma annexé au présent arrêté.</p> <p>Les eaux pluviales polluées suite à un ruissellement sur les voies de circulation (zones compactées ou imperméabilisées), aires de stationnement, de chargement et déchargement, aires de stockages ou autres surfaces imperméables sont collectées spécifiquement et traitées par un ou plusieurs dispositifs adaptés aux polluants en présence.</p> <p>L'exploitant doit être en mesure de justifier du dimensionnement (en fonction des surfaces à traiter et sur la base minimale d'une pluie décennale de trente minutes) des dispositifs de collecte des eaux de ruissellement.</p> <p>Les bassins de décantation ne doivent pas perturber les écoulements des eaux souterraines. A ce titre, ils sont imperméabilisés à l'aide d'une épaisseur minimale de 1,5m d'argile. L'exploitant doit disposer des éléments justifiant de la mise en place effective et du maintien de cette couche imperméable.</p> <p>Les eaux de ruissellement recueillies au niveau de l'atelier et de l'entrée du site transitent par un déshuileur.</p> <p>De même, ces bassins sont aménagés de manière à ne pouvoir être à l'origine d'une pollution, par transfert dans le milieu naturel, de matières en suspension notamment lors d'épisodes pluvieux.</p>

<p>Au besoin, si l'exploitant souhaite accueillir les eaux provenant de la surverse des bassins de la centrale à béton exploitée par la société « Société des Bétons Contrôlé Tarbais » (SBCT) le bassin de décantation est dimensionné en prenant en compte cet apport. Dans ce cas, l'exploitant tient à la disposition de l'inspection une copie de la convention de rejet passée avec la société SBCT à ce sujet.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'inspection n'a pas relevé de manquement à cette prescription.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 13 : Exutoires

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/02/2016, article 33.2.3</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Exutoires</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les points de mesure sont implantés dans une section dont les caractéristiques (rectitude de la conduite à l'amont, qualité des parois, régime d'écoulement, etc.) permettent de réaliser des mesures représentatives de manière que la vitesse n'y soit pas sensiblement ralentie par des seuils ou obstacles situés à l'aval et que l'effluent soit suffisamment homogène.</p> <p>Ces points sont aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité. Toutes dispositions sont également prises pour faciliter l'intervention d'organismes extérieurs à la demande de l'inspection des installations classées.</p> <p>Les seuls points de rejet dans le milieu naturel sont constitués par les rejets eaux claires des bassins de décantation des eaux de ruissellement éventuellement créés.</p> <p>En cas de rejet par infiltration, l'exploitant doit être en mesure de justifier du respect des critères de qualité fixés par l'arrêté ministériel du 10 juillet 1990.</p> <p>La dilution des effluents est interdite.</p> <p>Les points de rejet sont équipés d'un dispositif de prélèvement.</p> <p>Sur chaque tuyauterie de rejet d'effluents est prévue un point de prélèvement d'échantillons et des points de mesure (débit, température, concentration en polluant...).</p> <p>Quand ils sont pérennes, l'exploitant doit les localiser sur un plan adapté.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'inspection n'a pas relevé de manquement à cette prescription.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 14 : Qualité des rejets aqueux

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/02/2016, article 33.2.4</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Rejets aqueux</p>
<p>Prescription contrôlée :</p>

<p>Ces effluents doivent, avant rejet, respecter les critères suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> • le pH est compris entre 5,5 et 8,5, • la température est inférieure à 30° C, • conductivité, • les matières en suspension totales (MEST) ont une concentration inférieure à 35 mg/l, • la demande chimique en oxygène sur effluent non décanté (DCO) à une concentration inférieure à 125 mg/l, • les hydrocarbures totaux ont une concentration inférieure à 10 mg/l. <p>Ces valeurs limites sont respectées pour tout échantillon prélevé proportionnellement au débit sur 24 heures; en ce qui concerne les matières en suspension, la demande chimique en oxygène et les hydrocarbures, aucun prélèvement instantané ne doit dépasser le double de ces valeurs limites. Les valeurs sont déterminées selon les normes appropriées décrites dans l'arrêté ministériel du 07 juillet 2009.</p> <p>La modification de couleur du milieu récepteur, mesurée en un point représentatif de la zone de mélange, ne doit pas dépasser 100 mg Pt/l.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'inspection n'a pas relevé de manquement à cette prescription.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 15 : Déchets

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/02/2016, article 33.6.2</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Déchets</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>De façon générale, l'exploitant organise la gestion des déchets dans des conditions propres à garantir la préservation des intérêts visés à l'article L. 511-1 et L. 541-1 du code de l'environnement. Il s'assure que les installations de destination et que les intermédiaires disposent des autorisations, enregistrement ou déclaration et agrément nécessaires.</p> <p>L'exploitant effectue à l'intérieur de son établissement la séparation des déchets de façon à faciliter leur traitement ou leur élimination dans des filières spécifiques.</p> <p>Les déchets et résidus produits sont stockés, avant leur revalorisation ou leur élimination, dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution (prévention d'un lessivage par les eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envols et des odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement.</p> <p>Ne peuvent être éliminés en centre de stockage de déchets dangereux que les déchets cités dans les arrêtés ministériels réglementant le stockage des déchets dangereux.</p> <p>Les déchets dangereux dont la nature physico-chimique peut être source d'atteintes particulières pour l'environnement sont interdits et ne peuvent transiter dans l'établissement. Les filières de traitement adoptées doivent respecter le principe de non-dilution.</p> <p>Pour chaque enlèvement, les renseignements minimaux suivants sont consignés sur un document</p>

<p>de forme adaptée (registre, fiche d'enlèvement, ...) et conservés par l'exploitant :</p> <ul style="list-style-type: none"> • code du déchet selon la nomenclature, • dénomination du déchet, • quantité enlevée, • date d'enlèvement, • nom de la société de ramassage et numéro d'immatriculation du véhicule utilisé, • destination du déchet (éliminateur), • nature de l'élimination effectuée. <p>L'ensemble de ces renseignements est tenu à la disposition du service d'inspection des installations classées.</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de la visite d'inspection, des déchets métalliques ainsi qu'un camion citerne hors d'usage ont été identifiés sur site.</p> <p>A la demande de l'inspection, l'exploitant a procédé à l'enlèvement de ces déchets le 20 août 2024, fournissant une attestation de leur bonne évacuation par courriel le 28/08/2024.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 16 : Garanties financières

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/02/2016, article 34</p>
<p>Thème(s) : Situation administrative, Garanties financières</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Compte tenu du phasage d'exploitation et de réaménagement, tel que défini à l'article 24 ci-dessus, le montant des garanties financières retenu est égal au montant maximal nécessaire pour effectuer le réaménagement du site.</p> <p>La valeur de l'indice TP01 retenue pour le calcul est de : 616.5 (mai 2009) et avec une TVA de 20 %.</p> <p>Ce montant est fixé à :</p> <ul style="list-style-type: none"> • 1ère phase (2016 - 2021) : 383 824 euros TTC • 2ème phase (2021 - 2026) : 350 158 euros TTC • 3ème phase (2026 - 2031) : 411 036 euros TTC • 4ème phase (2031 - 2036) : 414 549 euros TTC • 5ème phase (2036 - 2041) : 409 074 euros TTC • 6ème phase (2041 - 2046) : 350 484 euros TTC <p>En toute période, l'exploitant doit être en mesure de justifier l'existence d'une caution solidaire telle que prévue par la réglementation et d'un montant au moins égal à la somme correspondante fixée ci-dessus et tenant compte des évolutions de l'indice TP01 par rapport à sa valeur de référence. Notamment, le document correspondant doit être disponible sur le site de la carrière ou sur un site proche et le service d'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement peut en demander communication lors de toute visite.</p>

<p>Constats :</p> <p>Par dépôt d'un porter à connaissance en août 2021, l'exploitant avait demandé à modifier le phasage de son exploitation suite à la rupture d'activité lors de la crise sanitaire COVID, en 2020. cet épisode a, en effet, engendré un retard d'exploitation.</p> <p>Aussi le montant des garanties financières en cours de l'inspection correspond-il au montant des garanties couvertes lors de la 1ère phase d'exploitation.</p> <p>L'inspection n'a pas de remarque à formuler quant au montant de l'acte de cautionnement.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 17 : Admission

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 2</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Prévention des pollutions.</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I. - Les installations visées à l'article 1er ne peuvent ni admettre ni stocker :</p> <ul style="list-style-type: none"> - des déchets présentant au moins une des propriétés de danger énumérées à l'annexe I de l'article R. 541-8 du code de l'environnement, notamment des déchets contenant de l'amiante comme les matériaux de construction contenant de l'amiante, relevant du code 17 06 05* de la liste des déchets, les matériaux géologiques excavés contenant de l'amiante, relevant du code 17 05 03* de la liste des déchets et les agrégats d'enrobé relevant du code 17 06 05* de la liste des déchets ; - des déchets liquides ou dont la siccité est inférieure à 30 % ; - des déchets dont la température est supérieure à 60 °C ; - des déchets non pelletables ; - des déchets pulvérulents, à l'exception de ceux préalablement conditionnés ou traités en vue de prévenir une dispersion sous l'effet du vent ; - des déchets radioactifs. <p>II. - En outre, les installations de stockage de déchets inertes relevant de la rubrique 2760 ne peuvent ni admettre ni stocker les déchets provenant de la prospection, de l'extraction, du traitement et du stockage de ressources minières, y compris les matières premières fossiles et les déchets issus de l'exploitation des mines et carrières, y compris les boues issues des forages permettant l'exploitation des hydrocarbures.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'inspection n'a relevé aucun manquement à cette prescription.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>